Endémismes...

« Vivre » la protection de l'environnement dans les îles d'Hyères

Aude Mottiaux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tc/3966>

DOI : 10.4000/tc.3966

ISSN : 1952-420X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2008

Pagination : 60-83

ISSN : 0248-6016

Référence électronique

Aude Mottiaux, « Endémismes... », *Techniques & Culture* [En ligne], 50 | 2008, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 29 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/tc/3966> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tc.3966>

ENDÉMISMES...

« Vivre » la protection de l'environnement dans les îles d'Hyères

Quand un parc naturel enclôt des habitants qui se revendiquent d'une culture insulaire, comment réagit la communauté ? Comment se situe-t-elle entre « espèce endémique » et « ayants droit juridiques » ?

Comment analyser les débats environnementaux ? Les acteurs en espaces naturels protégés apprennent à se servir des répertoires juridiques et scientifiques existants et se réapproprient certaines notions pour les investir de sens nouveaux et asseoir leur légitimité. Mon propos portant sur les « endémismes » revendiqués par eux s'inscrit dans le cadre d'une thèse¹ entamée en mai 2007 sur les territoires gérés par le Parc national de Port-Cros (Fig. 1 et 2), recherche qui se situe dans la mouvance d'une anthropologie écologique mettant l'accent sur le principe de l'interaction, à l'instar de Roy Ellen pour lequel « the emphasis is now firmly on people as parts of larger systems, on culture in nature, on the cultural construction of nature, and on species co-existence and sustainable development » (1996 : 1). Si l'on compare ce travail à des études anthropologiques analogues (Theodossopoulos 2000, 2003, 2004 sur l'île grecque de Zakynthos ; Selmi 2006, 2007 au sein du Parc national de la Vanoise), on observe mis en œuvre, dans le domaine de la protection de l'environnement, des mécanismes et des stratégies d'acteurs similaires. Les gestionnaires de l'espace concerné se réclament des mêmes idéologies conservatrices et

Propriétaires fonciers de l'île de Porquerolles 2006

5

DOCOB: édition du 01/12/2006 MapInfo PNPC/PP

certes, mais de s'entendre également sur la signification des termes, significations négociées en réunion multi-usagers ou encore dans le cadre d'interactions informelles avec les agents du parc. Je pencherais pour une ultime hypothèse selon laquelle les acteurs se jouent de ces notions, confondant leurs « opposants » (dans le sens de ceux qui cherchent à leur imposer de nouvelles restrictions d'usage sur le territoire). Cette mise au défi, dans l'attente d'une réponse claire de l'institution quant aux statuts et prérogatives des insulaires dans le cadre de Natura 2000 (Fig. 3) et de la loi Giran (Fig. 4 et 5), les entraîne au-delà de la simple joute verbale.

Contexte : une double insularité

À Port-Cros et Porquerolles, comme sur d'autres îles, l'insularité est double, à la fois physique et réglementaire (Busson 2003 : 49). Si le premier aspect réfère à une dimension géographiquement mesurable, le second se rapporte au mode de gouvernance environnemental en vigueur jusqu'ici : la « sanctuarisation » de la nature. Les espaces protégés ont pendant longtemps été abordés selon un modèle insulaire qui s'avère de moins en moins opératoire aujourd'hui. Toutefois, les représentations de nombreux habitants restent attachées à une vision locale fondée sur le mode de l'enclave, et nous invitent au maintien de la référence à ce modèle.

L'île voisine

L'État français s'est porté acquéreur de la plus grande partie de l'île de Porquerolles en 1971 afin d'éviter une urbanisation comparable à celle du littoral continental. Ce n'est que le 20 juin 1985 qu'il désigne le Parc national de Port-Cros comme gestionnaire des 1 000 ha de terrains acquis alors.

L'île sera ensuite classée en 1988. Depuis, Porquerolles et son pourtour marin de 500 m s'étendant à partir de la ligne de côte ont été retenus parmi d'autres comme site pilote français du réseau européen Natura 2000. Il est aujourd'hui question de lui trouver une place dans le projet d'extension du Parc national de Port-Cros. Mais les habitants de cette île voisine ne voient pas ces évolutions statutaire et réglementaire d'un très bon œil et s'interrogent sur le devenir de leur île.

(Fig. 2)

Natura 2000... une démarche de concertation

Plusieurs espaces de la commune d'Hyères ont été désignés comme sites pilotes du réseau Natura 2000. Il s'agit d'une démarche européenne de désignation de sites d'intérêt écologique devant faire l'objet, selon sa transcription en droit français, « de mesures destinées à conserver ou à rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur délimitation » (art. L.414-1 du Code de l'environnement). Très concrètement, les sites désignés au titre des directives « Oiseaux » (1979) et « Habitats » (1992) forment le réseau Natura 2000. Les acteurs locaux définissent ensemble, dans le cadre de réunion multi-usagers, les mesures qui seront d'application sur les sites en question. Cette démarche de concertation n'est pas vécue nécessairement sur ce mode. Les tensions qui perdurent entre les représentants des associations porquerolaises et continentales l'illustrent.

(Fig. 3)

L'île de Port-Cros, parc national depuis 1963, ainsi que l'île de Porquerolles voisine, domaine privé de l'État depuis 1971, sont des territoires où le chercheur est conduit à s'interroger sur les réglementations visant la protection des milieux marin et terrestre, et l'usage qu'il en est fait par les habitants. D'autant que la multiplicité des usages qui se côtoient sur un si petit territoire (705 ha et 1 200 ha), insulaires de surcroît, contribue à la constitution d'une arène locale dans laquelle les discours sur la préservation sont mis au défi par les habitants et réinterprétés dans un contexte de localité affirmée. Les deux villages qui nous occupent ont la particularité d'être, d'une part, situés sur des îles, d'autre part, confrontés à un établissement public à caractère administratif, le Parc national de Port-Cros. Le parc entoure le village de Porquerolles et intègre entièrement celui de Port-Cros. Ces derniers apparaissent dès lors comme des îlots de résistance tant pour les résidents que pour ceux qui ont été contraints de les quitter. Leurs affirmations mobilisent des références historiques pour renforcer le caractère d'opposition de la relation les liant au parc national. « Les îliens que nous sommes ont un sentiment de possession très fort vis-à-vis de leur île. À Porquerolles, ils se prénomment parfois « Fort Alamo » dans le sens où géographiquement l'île est tournée sur elle-même mais aussi dans le sens où ils se représentent comme des Indiens se battant contre les cowboys que seraient les agents du parc » (Porquerolles (PRL), 24/04/08, D.). Nombreux sont les Porquerolais qui se présentent comme des « Indiens ». L'enseigne d'un des loueurs de vélo indique l'étendue de cette identification. L'évocation du fait de ne pas appartenir au même

Quelle place pour la composante humaine ?

La loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux se situe « dans la filiation des débats préparatoires à la loi de 1960, qui cherchaient à créer des « parcs nationaux », en se démarquant de la conception anglosaxonne des « sanctuaires d'une nature inviolée », en reconnaissant aux parcs nationaux une certaine responsabilité en termes d'aménagement du territoire et de prise en compte du rôle passé et à venir des populations locales dans la qualité biologique, paysagère et culturelle de ces territoires » (Dossier de presse « Projet de loi sur les Parcs nationaux » 2005 : 28). Elle encouragerait la mise en place d'un projet de territoire permettant de supprimer le sentiment d'extraterritorialité du parc par rapport aux acteurs locaux, et d'une politique partenariale et contractuelle contribuant au passage d'un parc « imposé » à un parc « accepté » (Giran 2005 : 13). Mais la situation géographique des îles et leurs statuts de protection amènent les insulaires à se représenter l'île comme un « État à part entière ». La confiance accordée au parc national y est fragile. Sa légitimité est encore parfois remise en cause. Une incrédulité subsiste également quant aux effets positifs de la Loi Giran pour les populations locales. Seuls bénéficieront de dérogations d'usages les résidents des cœurs de parc !

(Fig. 4 et 5)

monde ni « d'être de même nature » (PRL, 25/11/08, P.) est récurrente et leur semble irréductible : le parc est une administration, une émanation de l'état qui pourrait par là même tout imposer ; l'habitant est un individu qui en tant que tel doit se défendre de se voir tout interdire. « Port-Cros est l'archétype même du vieux village gaulois résistant à l'envahisseur, à savoir le parc national » (Port-Cros, 22/08/07, A.).

Rappelons d'entrée de jeu que l'espace protégé induit une perte d'accès à la terre et aux ressources, et qu'une vie à proximité ou au sein d'un tel espace suppose la combinaison d'un ou plusieurs enjeux, généralement de trois types : fonciers ; d'accès à la ressource qu'elle soit, naturelle, matérielle, financière (notamment par le biais du tourisme) ou symbolique ; et de représentation dans les instances de gestion et de décision. Les arrivées respectives de l'établissement « parc national » sur les îles de Port-Cros et de Porquerolles, si elles ne datent pas de la même époque, ont été vécues comme des agressions par les habitants, en raison notamment de l'absence de compensations clairement définies comme un contre-don à sa mainmise sur leur territoire. Ainsi, aujourd'hui, la légitimité de la présence de l'institution « parc » est encore parfois remise en cause. Elle pose la question de la manière dont s'est construite cette légitimité à ses débuts et marque la volonté des habitants d'acquiescer le statut juridique d'« ayants droit », notion qui semble, dans les discours tenus par mes interlocuteurs, revêtir des affinités avec celle d'« autochtone » dans laquelle on retrouve un même critère d'antériorité (de présence ou d'usage) ainsi que la « revendication d'une libre détermination » (Schulte-Tenckhoff et Horner 1995 : 38), voire d'une « citoyenneté exclusive » (Urry 2005 : 159).

« Je pense qu'à un moment il faut créer un contre-pouvoir aux administrations pour dire : Attendez. On est là. On vit ici et on n'est pas des marionnettes d'une haute école de théâtre. Il y a une vie derrière. Oui c'est cela, il faudrait sortir d'Amérique car elles veulent bien avoir notre territoire mais elles ne veulent pas tenir compte de notre vie. C'est un peu dommage » (PC, 25/07/07, A., représentant de l'association Utiles).

Cette recherche de reconnaissance d'une localité et d'un certain particularisme n'est pas sans lien, d'une part, avec la nécessité ressentie de dépasser l'étiquette de *locals-as-partners* pour être considérés également par les gestionnaires du territoire comme *locals-as-users* (Liburd 2006 : 164), d'autre part, avec l'absence de compensation négociée et obtenue, à l'époque de la création du parc pour Port-Cros (1963) et de la mise en gestion du domaine de Porquerolles au parc voisin (1985), pour la privation des droits que les îliens considéraient jusque-là comme étant les leurs. Le sentiment de l'existence d'un âge d'or pré-parc combiné à celui d'avoir été lésés au moment du changement de propriétaire, en passant « d'une féodalité humaine à une bureaucratie inhumaine » selon un descendant des anciens propriétaires de Port-Cros (PC, 25/07/07, B.), est toujours prégnant.

Cette recherche s'expliquerait également par le processus de périphérisation lié à la particularité géographique de l'insularité qui touche les populations locales à des degrés divers et entraîne l'expression de leurs singularités.

Port-Cros, un cœur de parc pas comme les autres

Port-Cros est, avec le Parc national des Cévennes, un des deux seuls, en France, à être habité en son centre. Trente-cinq insulaires résident de manière principale dans les quelques maisons que compte le seul et unique village de l'île. Les autres parcs nationaux du pays dessinent quant à eux des territoires qui contournent les zones d'habitation, suivent les

lignes de crêtes ou les fonds de vallées et jouxtent des zones périphériques où l'homme s'était établi. À Port-Cros, la cohabitation prend tout son sens. L'avènement du parc national a entraîné l'installation d'agents de l'État ainsi que leur famille, au point qu'aujourd'hui près d'un tiers de la population résidente provient du corps de l'environnement. Leur accueil a nécessité la construction de logements de fonction. Le village s'est alors agrandi en hauteur, élargissant ainsi la bande littorale bâtie, comme l'illustre la photo prise dans les années 1900. Depuis près de 45 ans, le parc contribue à l'évolution de l'espace villageois. Les Port-Crosiens présents avant son arrivée considèrent que ces aménagements ont nui, d'une certaine manière, à la qualité esthétique du village et mettent l'accent sur les vertus du passé. La présence d'agents techniques et de techniciens de l'environnement a toutefois contribué, au fil du temps, à maintenir une population permanente sur l'île. La forte saisonnalité de l'activité touristique avait commencé à appauvrir la vie locale en période hivernale. La combinaison de ces éléments influence la manière dont chacun des résidents appréhende le territoire.

(Fig. 6 et 7)

Aidés en cela par le fait que l'île se définit en référence à une norme territoriale continentale, ses habitants tendent à se positionner par opposition à cet ensemble normatif extra-local, à mettre l'accent sur son particularisme et à remettre en cause la dépendance qui la lie au continent. Quand, à ce processus, s'ajoute l'imposition sur le territoire d'une autorité à vocation conservatrice et écologique, le sentiment de subir une double contrainte liée à cette « double insularité » n'en génère que plus de ressentiment et de sentiment d'injustice de la part des habitants. « Pas d'égalité devant l'accès aux services par rapport à leurs concitoyens du continent, pas de problème à déroger, officieusement ou officiellement, au principe d'égalité juridique et à considérer devoir bénéficier d'un régime particulier » dans le cadre de l'application de la réglementation sur le territoire insulaire, c'est ainsi que l'on pourrait résumer la pensée des résidents permanents des deux îles qui nous occupent. Dans les discours cependant, les problèmes îliens générés par l'insularité, d'un côté, le parc national, de l'autre, se confondent et il n'est pas aisé de les distinguer tant ils semblent aller de pair.

« Les réticences et les résistances s'expliquent aussi par les bouleversements qui ont été opérés sur notre territoire. Et quand on voit comment les Porquerollais réagissent et vivent, on peut se dire que Porquerolles n'est pas la France mais un état à part entière. Les logiques qui s'y jouent lui sont propres. Et les insulaires ne supportent pas l'idée qu'un élément étranger vienne dicter la loi à ceux qui étaient déjà là » (PRL, 23/04/08, R.).

Le même type de propos a été entendu sur Port-Cros à plusieurs reprises et marque une incompréhension des résidents permanents face au manque de collaboration et de concertation entre les autorités compétentes et les forces en présence, à savoir les habitants.

Le statut d'île et l'« autonomisation de la conscience insulaire » (Sanguin 1997 : 17) sont au fondement de discours basés sur les concepts de « vulnérabilité insulaire » (Lino Briguglio) et de « handicap naturel » (Jacques Delors, conférence à Ajaccio 1989). Elles ouvrent un champ d'actions possibles à Port-Cros et Porquerolles au regard de la perception de cet espace comme d'un « espace en marge » et partant du constat de non-respect de la continuité territoriale annoncée. Cette « rupture » d'une continuité s'exprime, selon les insulaires, par le pas ou peu de liberté de déplacement, un surcoût lié à l'acheminement des marchandises, l'absence d'une offre de services sociaux et médicaux dignes de ce nom, une police municipale jusqu'ici « fantôme », entre autres. Les îles apparaissent comme des territoires à part. Elles constituent souvent un prolongement géographique du continent mais se révèlent en rupture avec celui-ci à de nombreux points de vue, partant de l'histoire sociale jusqu'à l'organisation de la vie locale. La spécificité de cette situation géographique et du statut des territoires en question plante le décor des revendications développées sur fond d'autochtonie, amenant les insulaires à se représenter l'île comme un « État à part entière ».

Au vu des enjeux qui traversent aujourd'hui ces îles, les acteurs locaux se jouent du vocabulaire utilisé par les autorités en présence en articulant leur rhétorique argumentaire autour de deux aspects d'endémisme,

Porquerolles, l'île proche

Porquerolles qui ne serait « presque plus » une île, selon certains de ses trois cents habitants permanents, attire plus d'un million de visiteurs par an. Trop proche pour renforcer le sentiment d'îlénité, trop éloignée pour assurer une continuité territoriale satisfaisante pour les Porquerollais, l'île a un cachet particulier. Du temps de Monsieur Fournier, ancien propriétaire privé de l'île, traverser le bras de mer qui menait sur le continent relevait plus de l'aventure, les traversées étaient moins fréquentes et l'île se vivait encore sur le modèle insulaire. Comparativement, revendiquer aujourd'hui un particularisme insulaire en raison des contraintes de la vie locale, peut sembler incongru. Toutefois le flux touristique croissant et le projet d'extension du parc national font craindre la perte de l'« esprit de Porquerolles » et des us et coutumes de ses habitants.

C'est dans ce contexte d'incertitude quant au devenir de l'île qu'une mobilisation prend forme.

(Fig. 8 et 9)

l'un culturel comme nous allons le voir avec la question de l'ayant droit, l'autre naturel comme l'indique le recours à l'usage de la notion d'« espèce endémique » pour réinsérer l'insulaire dans son milieu de vie : l'île. Ces deux démarches participent d'une même logique de reconnaissance, d'une part, celle d'une communauté insulaire et de pratiques « traditionnelles » relatives aux us et coutumes d'antan, d'autre part, celle d'un « habitat » et de pratiques « prédatrices » naturelles. Les Port-Crosiens et les Porquerollais en viennent à instrumentaliser ces notions d'« ayant droit » et d'« espèce endémique » afin de renforcer le principe de compensation pour la population locale qui vit l'insularité et ses difficultés tout en vivant la protection de l'environnement.

Afin d'agir dans l'espace social et politique, les résidents des îles se requalifient et deviennent les experts du fonctionnement du parc national. Ils ont appris au fil du temps à connaître l'institution, ont repéré la marge de manœuvre disponible pour se faire entendre et l'investissent. Comme le souligne judicieusement Elisabeth Rémy dans le cadre d'un débat public portant sur une ligne à haute tension, malgré le processus d'apprentissage qu'ont traversé les citoyens, « l'appropriation de la technique ou du droit ne suffisent pas toujours à faire entendre sa voix » (1995 : 144). Un débat local a débuté à la suite de la conversion de la directive européenne Natura 2000 en droit national et de la modification de la loi de 1960 sur les parcs nationaux par l'application de la loi du 14 avril 2006 qui repense la délimitation des parcs en créant une « zone optimale d'adhésion ». Le Parc national de Port-Cros, seul parc français qui ne possédait pas jusqu'ici de zone périphérique au-delà de sa zone de cœur, contacte les communes attenantes et susceptibles d'adhérer au projet de territoire. L'île de Porquerolles où la présence du parc est avérée depuis 1985 – présence qui indique l'intérêt de préservation de l'espace – se trouve « naturellement » prédisposée à intégrer cette nouvelle zone, en tout ou en partie. Sur ces deux questions impliquant des modifications de réglementations applicables sur le territoire tant terrestre que marin, la mobilisation est finalement relativement récente.

L'ayant droit ou l'endémisme de « culture »

Discuter d'ayant droit revient à discuter de la place accordée à l'homme dans les projets de territoire. Présente dès l'origine dans les débats sur la forme que prendront les parcs nationaux français, vaguement gardée à l'esprit dans les mises en application des décrets, réintroduite par la loi de 2006, appelée communément loi Giran, la place de la composante humaine est et a toujours été constamment discutée. L'ouverture vers une plus grande prise en compte de cette composante offerte par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux alimente une réflexion menée depuis longtemps par les résidents permanents des îles de Port-Cros et de Porquerolles quant au statut qui est le leur et à leur soumission quasi indifférenciée à la réglementation

« conservationniste ». Cette réflexion les conduit aujourd'hui à se servir d'outils et de notions juridiques floues pour élaborer un discours revendicatif portant sur l'obtention de dérogations. Tel est le cas de l'usage de la notion d'ayant droit. Il faut toutefois souligner que cette notion ne figure pas dans la loi de 2006², même s'il est vrai que le rapport Giran évoque la possibilité de dérogations dans le respect du principe d'égalité puisque ce dernier « n'interdit pas une discrimination justifiée par une différence de situation de fait entre les intéressés » (2005 : 50). Cet alinéa répond à la demande des insulaires de compenser, comme je l'ai déjà souligné, le fait qu'ils aient droit à une continuité territoriale mais n'y ont pas accès dans les faits, que leur village soit ou non classé en cœur de parc. Il s'agit d'un principe de discrimination positive qui, en l'absence de dispositions légales propres au parc, prend la forme de ce qu'ils considèrent comme relevant d'une « tolérance hivernale ». « La loi, elle est pas faite pour brimer les gens, elle est faite pour s'adapter à la vie. Si Port-Cros est un cas particulier, il n'y a qu'à en faire un cas particulier. C'est tout », selon un Port-Crosien expatrié (PC, 22/08/07, A.). C'est le sens de la démarche entreprise par l'adjoint spécial de Porquerolles dans un courrier adressé à Jean-Pierre Giran en personne, qui propose d'ajouter une annotation à la loi de 2006 afin de permettre la prise en compte de Porquerolles dans sa particularité, proposition restée lettre morte à ce jour.

La question de l'ayant droit semble avoir été ravivée à l'occasion de la mise en place du projet Natura 2000 en mer à Porquerolles. « Cinq principes avaient été actés lors de la concertation de 2005 : la concertation, l'expérimentation, le suivi scientifique et l'évaluation ; la cohérence écologique des zones protégées ; la limitation de la pression estivale ; l'engagement contractuel, notamment grâce aux chartes ; le principe d'antériorité » (Fig. 11). Tel est ce qu'on pouvait lire en page 2 du premier compte rendu relatif à la réunion multi-usages (Fig. 11, 12 et 13) de bilan de la démarche Natura 2000 en mer à Porquerolles tenue le lundi 21 avril 2008. L'envoi d'un second compte rendu définitif, après modifications demandées par la Fédération varoise des Sociétés Nautiques et par la Société Nautique de l'Île de Porquerolles, interpelle car à la place de « principe d'antériorité » se trouve mentionné le « droit d'usage des Porquerollais ». La phrase qui suit permet d'éclairer le lecteur : « Cette dernière notion s'est transformée au fil des réunions en principe d'antériorité, ce que les Porquerollais acceptent jusqu'à l'échéance des six années, où une évaluation bilan sera réalisée ». Cet oubli dans le premier compte rendu, corrigé par un Porquerollais attentif, dénote la confusion existant à ce sujet mais également la tension qui subsiste car le chapitre n'est pas clos. Ce « principe d'antériorité » finalement acquis en cours de concertation est fondé sur l'idée selon laquelle la démarche Natura 2000, parce qu'elle s'applique à des zones de vie, doit intégrer la dimension d'usages. De fait, leur gestion résulte de manière générale d'une démarche contractuelle qui prend la forme d'une adhésion volontaire à une charte obtenue à la suite de réunions multi-usagers organisées sur le mode d'une négociation multi-acteurs destinée à ce que « des acteurs porteurs de rationalités divergentes s'impliquent de façon

activités perturbantes ou ayant de tels effets » (art. L.414-1 du Code de l'environnement).

L'enjeu de cette concertation se situe, pour chaque partie, dans l'évitement d'une relégation au sein de la catégorie « activités perturbantes ». Cet article laisse entrevoir que des dérogations au principe d'égalité des citoyens devant la loi peuvent découler de ces mesures « négociées ». Selon Gilles Martin, avocat et membre du conseil scientifique du Parc national de Port-Cros, cette possibilité existe mais les dérogations ne peuvent être motivées que par référence aux objectifs des mesures de protection (justifiant d'un faible prélèvement sur la ressource par exemple) ou à la situation locale (le caractère insulaire notamment). C'est à cette occasion qu'une première réflexion sur l'intégration du caractère insulaire comme justifiant une restriction d'usage à leur seul avantage s'est déroulée. Entre les options « ayant droit » et « droit d'antériorité », la tension reste sensible.

La notion d'ayant droit entre dans l'argumentaire de revendications des insulaires qui semblent regretter qu'au fil du temps, la logique de l'antériorité ait prévalu sur celle de l'insularité. Vu les multiples interprétations et instrumentalisation dont cette notion fait l'objet, il faut en saisir le sens premier en s'interrogeant tout d'abord sur l'existence de textes de lois ou encore de documents internes au parc précisant l'usage de la notion, ensuite, sur le cadre et les domaines dans lesquels elle s'applique. En droit civil, l'ayant droit est celui qui est titulaire d'un droit. Cela ne dit rien de qui peut se prévaloir de ce statut, ni de quel type de droit il s'agit, encore moins de ce que cela implique comme devoirs d'en être. Chaque branche juridique en définit dès lors son usage propre. L'ayant droit ne figure dans aucun texte relatif au Parc national de Port-Cros mais apparaît mentionné dans quatre des neuf décrets de création de parcs nationaux existants, à savoir dans l'ordre de création : Cévennes, Écrins, Mercantour et Guadeloupe. On y évoque la « libre disposition [de...] »³ pour leurs besoins familiaux ». Dans le même ordre d'idée mais sans pour autant mentionner la notion, on parle de « dispositions particulières aux communautés d'habitants et aux résidents du parc » dans le cadre du parc amazonien de Guyane. Ces citations énoncent des dispositions permettant de déroger au principe d'égalité sans qu'aucune définition commune et légale de ce qu'est un ayant droit n'émerge. Dans la législation environnementale, hormis les décrets de création des parcs nationaux dans lesquels elle figure, cette notion ne se retrouve que dans les textes de loi relatifs à la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels⁴.

Là où le droit d'antériorité s'exprime

Les espaces naturels, « d'un usage constamment partagé », se présentent comme des « territoires revendiqués » (Chlouz-Ducharme 2003 : 266, 269). C'est pourquoi la notion d'« ayant droit » est entrée dans l'argumentaire de revendications des insulaires qui semblent regretter que la logique de l'antériorité ait prévalu sur celle de l'insularité. La carte portant sur la réglementation de la pêche de loisir autour de l'île Porquerolles marque l'état d'avancement de la concertation engagée dans le cadre la démarche Natura 2000 en mer. Les usagers se sont entendus pour interdire la pêche de loisir pendant les deux mois forts de la saison estivale. La légende insiste sur la nécessité d'être détenteur d'un droit d'antériorité pour pêcher le reste de l'année dans les zones délimitées à cet usage. Ce point ne réjouit pas les Porquerolles qui s'interrogent sur la pérennité de leurs activités « traditionnelles » dans un tel cadre réglementaire. Qu'advient-il en effet des jeunes pêcheurs de demain ?

(Fig 10, 11, 12 et 13)

L'absence de définition légale pour une notion comportant un caractère réglementaire incite à des interprétations divergentes. Les données ethnographiques l'illustrent de façon très nette, balançant entre logique d'usage et logique de résidence qui renvoient aux notions bien connues de droits du sol, du sang et des gens tout en ne s'y référant pas directement.

Malgré son usage restreint dans le domaine juridique propre aux parcs nationaux, la notion d'ayant droit s'est insérée et enracinée dans les discours des acteurs. Son usage nous apprend que s'y confrontent deux logiques, celle de l'antériorité qui se targue d'être une logique d'usage et celle d'insularité qui se rapproche d'une logique de résidence. Les usages de la mer impliquent une palette d'acteurs élargie, au-delà de la catégorie insulaire. C'est ainsi que chaque catégorie d'acteurs reprend la notion à son compte, les uns (les usagers non-résidents des îles) y plaçant une logique d'antériorité des usages permettant l'ouverture de la catégorie à un nombre plus large d'individus, les autres (les résidents des îles) une logique d'insularité au regard des contraintes accompagnant la vie sur une île, restreignant ainsi la catégorie en rendant inéligibles les acteurs qui ne la vivent, ni ne la subissent. Les Porquerollais, par la voix de leurs présidents d'associations et de leur adjoint spécial, revendiquent la prise en compte d'un particularisme insulaire, tandis que les continentaux représentés par les associations d'usagers de la mer la leur refusent afin de garantir l'avantage lié à leur appartenance à la même entité communale, voire, à plus grande échelle, à la même entité géographique, à savoir la Rade d'Hyères et le massif des Maures. Les Porquerollais soulignent, de manière récurrente, une prise de conscience de la nécessité de « défendre une certaine localité ». Leur rhétorique insiste également sur le nécessaire principe de compensation dont la prise en compte serait légitimée par le statut de protection de l'île ainsi que par le particularisme de la vie insulaire corrélié à la rupture de la continuité territoriale. La combinaison de ces facteurs renforce l'assurance qu'ils ont que seule une logique d'insularité pourra amener une avancée en termes de relance du tissu local.

« Nous sommes 1 200 000 visiteurs par an. Si nous nous tenions tous la main, nous ferions 100 fois le tour de l'île »

Les enfants, comme leurs parents, sont sensibilisés aux problèmes îliens. L'exposition réalisée par les enfants du centre aéré de Porquerolles sur la place du village, en juillet 2007, dénote de perceptions communes de l'île mais également très variées. La joie, la vie, la beauté, la plage, la mer, la protection, etc. Telles sont les images associées à l'île. Par sa dernière phrase, nous comprenons que la solidarité est le point d'orgue de cette exposition et la leçon que les enfants et leurs animateurs veulent faire retenir aux visiteurs. Les chiffres quant à eux sont surprenants – 1 200 000 visiteurs pour 1 254 ha – et interrogent la capacité de charge de l'île. Cette mesure correspond au seuil de fréquentation d'un territoire au-delà duquel apparaissent des problèmes environnementaux et sociétaux ainsi que divers dysfonctionnements relatifs à la saturation des infrastructures.

(Fig. 14, 15, 16, 17 et 18)

Toutefois, il faut éviter de figer les entités en présence en les présentant comme s'opposant systématiquement les unes aux autres, en ce sens qu'une essentialisation occulte la complexité des situations (Siniscalchi 2007 : 32-33). Certains agents du parc sont mal à l'aise avec cette idée d'ayant droit qui leur semble « anticonstitutionnelle et non démocratique ». On retrouve ici mis en tension des perceptions non étayées par des notes de service mais largement partagées sur le terrain d'une part, et un argument normatif, de nature juridique, autorisant des dérogations au principe d'égalité d'autre part. En définitive, les agents ne penchent pas toujours du côté de la loi, tout comme les habitants ne sont pas toujours hostiles aux mesures de gestion et aux réglementations mises en place par le parc. De même, les acteurs locaux que les conflits d'usage opposent se rejoignent quand il s'agit de « se défendre » contre un envahissement ressenti comme encore plus extérieur : le tourisme. Dans ce cas de figure, ils s'allient et s'accordent pour dire qu'« il faut agir et réglementer les pratiques ». Ainsi, au-delà des conflits inter-usagers locaux, une distinction semble supplanter toute autre : celle qui distingue acteurs locaux et touristes. Ces derniers représentent la menace ultime (tout autant qu'une aubaine pour les commerçants, il est vrai), à savoir une dégradation du milieu naturel et de la qualité de la vie insulaire en raison d'une surfréquentation entraînant un dépassement de la capacité de charge⁹ du milieu (Fig. 14 à 19). Sur Porquerolles, un commerçant reconnaît le « phénomène de surpopulation estivale » :

« Nous sommes donc d'accord pour dire qu'il faut des mesures. Ceci dit, le parc veut appliquer pendant douze mois ce qui devrait s'appliquer trois mois. Le phénomène cyclique du tourisme devrait entraîner logiquement celui de la législation, dans le sens où cette dernière est établie afin de prévenir les effets de la surfréquentation. Faire du coercitif, ok, mais le parc se trompe de cible et ne s'attaque pas à la bonne cause quand il s'en prend aux agissements des locaux » (PRL, 23/04/08, R.).

La question de la forme que pourrait prendre une certaine « souplesse » à l'égard des résidents permanents – déjà existante – dans l'application de la réglementation est régulièrement remise en débat.

L'insulaire, homme endémique des îles

Nous l'avons vu, l'approche de la nouvelle loi sur les parcs nationaux laisserait place aux hommes. De même, la démarche Natura 2000 instaure une négociation multi-acteurs. Mais est-ce suffisant ? Les acteurs locaux semblent avoir jugé le contraire et plaident pour une réintégration de l'homme dans la nature, une représentation intégrée de l'écosystème insulaire. « Le mode de vie ne doit pas être complètement modifié sous prétexte de protéger, sinon on ne vit plus » (PRL, 23/04/08, K.). C'est dans cet esprit que s'est créée l'association Utiles, en 1996, pour défendre les intérêts des insulaires vis-à-vis de l'administration et offrir une plateforme d'échanges, jusque-là inexistantes ou presque, en raison notamment de l'éloignement des zones d'embarquement pour chaque île (Tour Fondue pour Porquerolles et Port d'Hyères pour Port-Cros). Cet endémisme qu'Utiles revendique pour les insulaires a émergé au contact du parc national qui, selon un de ses représentants, fait de l'île un « État policier, ce qui ne cadre pas avec le côté "bien-être" dans le lieu et dans la nature » (PC, 25-07-07, A.). Ce porte-parole fut le premier à soumettre l'idée de classer les Port-Crosiens au titre d'« espèce Natura 2000 ». Cette requête m'apparut au premier abord comme une boutade. Sa reformulation par d'autres habitants (mais aussi par des descendants d'insulaires qui n'ont pu trouver un moyen de s'insérer dans le tissu économique local) appuyant sur la menace d'exclusion qui plane sur « l'homme des îles », voire d'expulsion déguisée par le parc sous la forme d'un nombre toujours plus important de réglementations limitant davantage les usages locaux, invite à plus d'attention. Selon un des Port-Crosiens expatriés non volontaires, « si le rééquilibrage ne se fait pas bien ni assez vite, c'est le tissu culturel, social, réel port-crosien qui est en danger. Il y a une espèce en danger sur cette île plus que toute autre espèce, c'est les habitants. [...] Si on ne fait rien pour maintenir le tissu port-crosien, c'est qu'on veut le faire crever » (PC, 22/08/07, A.).

Devant la récurrence de ce propos concernant un potentiel danger de disparition j'ai reconsidéré cette proposition et interprété les discours sous un angle nouveau, celui de l'instrumentalisation de la notion d'« espèce endémique ». Sur Port-Cros, comme sur Porquerolles, s'est construit un discours situant l'homme dans la nature et, par là même, permettant de revendiquer autant de « droits » pour ce dernier que ceux accordés aux espèces animales et végétales endémiques des îles, et ce, à des titres divers : « espèce endémique », « habitants classés Natura 2000 » (PC, 25-07-07, A.), « espèce insulaire menacée ». Une des vocations du parc national consiste à protéger les biotopes et à maintenir la biodiversité. Selon les habitants, l'homme n'est-il pas lui-même un des éléments de la diversité biologique qui, le rappellent-ils à loisir, a contribué à façonner le territoire et le paysage tels qu'ils sont, et a participé à la perpétuation de leur caractère exceptionnel au fil du temps, rendant éligible l'île au statut de parc national ? Les individus qui réfléchissent à ces questions sont de

ceux qui s'investissent dans le réseau associatif local. Ils contribuent à son dynamisme et cherchent par cette mainmise sur de nouveaux répertoires à faire vivre leur communauté. Ils s'approprient et jouent avec le vocabulaire mis à leur disposition par les scientifiques, comme ils le font avec les notions juridiques, et renversent le sens des idées véhiculées et prônées par les agents du corps de l'environnement. Par exemple, l'existence d'espèces animales à haute valeur patrimoniale, telles le discoglosse sarde, le phyllodactyle d'Europe, les puffins cendré et de Méditerranée ou encore la tortue d'Hermann est avérée (Atlas du Parc national de Port-Cros 2001 : 46). Le patrimoine culturel et bâti (forts, fortins, batteries, traces archéologiques, etc.) est également reconnu sur les deux îles. Mais qu'en est-il, selon eux, d'un patrimoine englobant l'homme ? Il semble que le registre patrimonial ait lui aussi commencé à imprégner les représentations. Mes interlocuteurs ne l'ont certes pas formulé de cette manière, mais il apparaît que leur attente de reconnaissance pourrait se verbaliser sous la forme d'un statut d'« îlien patrimonial ».

« Qu'est l'homme au regard d'une petite plante endémique, hein ? Tout et bien plus. Or l'existence même de cette petite plante peut engendrer une interdiction totale de certaines activités humaines par le parc national. Les mesures ne sont-elles pas disproportionnées ? » (PRL, 08/11/08, N.), me demande l'adjoint spécial de Porquerolles. Cette rhétorique discréditant les actions pour la protection de l'environnement est largement répandue et se fonde principalement sur deux types d'arguments, l'un anti-humaniste, l'autre localiste, qui pourtant ne se révéleraient pas si pertinents que cela, si l'on en croit une analyse de Laurent Mermet (2002), au regard souvent de leur potentiel de développement économique et social. C'est un argument du premier type qui est mobilisé ci-dessus par un Porquerollais pour présenter les mesures de gestion prises par le parc comme « des choix contre l'homme, en faveur des "petites fleurs" ou des "petits oiseaux" » (Mermet 2002 : 13). L'argumentaire des insulaires vise à dépasser l'idée répandue selon laquelle il faudrait protéger la nature des hommes qui y vivent. Il ne s'agit plus alors de taxer tout aménagement ou toute réglementation d'anti-humaniste mais de repositionner l'homme au cœur de son environnement, de lui redonner sa place. Les habitants s'en prennent aux missions dévolues aux parcs nationaux, en ce sens qu'elles leur apparaissent éloignées de la réalité locale, non englobantes et souvent emplies de contradictions internes. Un représentant d'une association nautique de Porquerolles avance l'une d'elles : selon lui, « une des volontés du parc national consiste à éradiquer les espèces non endémiques. Or, nous sommes d'accord pour dire que les agents du parc ne sont pas endémiques non plus, les Porquerollais bien » (PRL, 23/04/08, R.). Sous-entendu ici, faut-il pour autant les éradiquer, ou plus diplomatiquement, ont-ils une quelconque légitimité sur le territoire ? Les habitants ne se prononcent pas sur une question aussi délicate mais utilisent plutôt l'argument pour enjoindre les agents du parc à écouter les « gens d'ici » qui expriment leurs vécus ainsi que leurs savoirs acquis en vivant sur l'île. Ils méritent, selon eux, que l'on s'attarde sur leur cas.

La navigation de plaisance est un formidable moyen pour découvrir l'environnement marin, qui mélange la géographie, la météorologie, l'histoire, la biologie, l'astronomie et bien d'autres domaines encore, pour notre plus grand plaisir. Pour sauvegarder cet environnement et le plaisir de naviguer, il est important que chacun ait conscience des impacts qu'il produit. C'est avant tout par notre manière de vivre à bord en marin attentif et avisé, que nous parviendrons à limiter leurs effets.

Illustration D'Arc et Jean
Parc national de Port-Cros
83410 Hyères
Tél : 04 94 12 82 10

Tout « au naturel »

Les questions de nature et de naturel sont maniées tant par les insulaires qui se revendiquent d'un certain « endémisme » que par le parc national qui cherche à sensibiliser les usagers du territoire à des comportements respectueux du milieu. L'enjeu se déclinait pour les uns dans la reconnaissance d'un particularisme insulaire, pour les autres sous la forme d'un passage « du tourisme en nature au tourisme de nature » afin d'assurer une préservation effective et efficace de l'environnement.

(Fig. 19)

Dans ce registre comme dans celui de l'ayant droit, la finalité de la démarche des habitants se traduit par la quête d'une reconnaissance d'un particularisme insulaire, et corrélativement, dans l'application d'un régime spécifique aux résidents en espaces naturels protégés. Après tout, me disent certains d'entre eux, ne sont-ils pas également de la trempe des grands prédateurs ? Ne faudrait-il pas les préserver, comme on le fait avec le mérle sur Port-Cros, le loup et l'ours dans les parcs nationaux de montagne ? Les hommes se trouvent au sommet de la chaîne trophique, sont de super-prédateurs, et si l'on en croit certains scientifiques, à un niveau local, sur Port-Cros, certains acteurs parmi les insulaires pourraient remplacer une espèce animale prédatrice disparue, le phoque moine (Marchessaux, 1989a, 1989b, Boudouresque & al. 2004 : 156). L'exemple du phoque moine illustre bien le fait que les grands prédateurs ne sont pas définitivement préservés de toute menace. Les insulaires se sentent de ce point de vue en état de survie sociale et culturelle précaire et cherchent à diminuer les risques d'« exode insulaire ». Selon un jeune Port-Crosien habitant malgré lui sur le continent, « il y a une alerte. Moi, je fais partie de ceux qui sont en danger. Et je n'ai pas l'intention de les laisser s'éteindre. C'est une réaction typiquement naturelle. Pour le moment, on discute mais si ça se dégrade, ça ne sera plus de la discussion. Dans la nature, c'est comme cela que ça se passe. Vous avez une espèce dominante et une espèce dominée. L'équilibre se fait sur des territoires. C'est naturel. Si jamais il y a une espèce qui envahit l'autre, une fois que l'espèce dominée est acculée au fond du trou, elle n'a plus d'autres solutions que de mordre. Attention, ce n'est pas moi qui dis cela, c'est la nature qui le dit. [...] Mais si on discute, ça marche à tous les coups. Si on discute, on se déteste moins. La première chose à faire, c'est de partager » (PC, 22/08/07, A.). Dans ce même ordre d'idée, l'adjoint spécial de Port-Cros attire notre attention sur le fait que « pour qu'il n'y ait pas de conflits permanents de position, il faut que l'administration comprenne que les habitants ne sont pas des opposants, ce sont des « gardiens naturels » du Parc national de Port-Cros parce que ce sont ceux qui aiment le plus Port-Cros. Puisque les habitants veulent y vivre, ils veulent le conserver » (PC, 22/07/07, A.).

De « prédateurs » comme les autres à « gardiens naturels » de l'environnement, les insulaires appuient sur les aspects naturels de la vie humaine et les aspects culturels de la nature, et recourent à des analogies qui confondent leurs détracteurs. Les discours se construisent au regard de nouvelles catégories de pensée et du dicible à l'aide de tout l'attirail argumentaire des écologistes, des scientifiques et de l'« Environnement » (à savoir Paris et son Ministère) repris à leur compte par les insulaires. Cela ne signifie pas que ces discours construits et circonstanciés n'expriment pas une réalité sociale difficile, mais qu'ils servent à mettre au défi les agents du parc en utilisant leurs propres armes : le « naturel » (Fig. 19). Il est intéressant de noter que leurs arguments oscillent entre deux pôles de relations à la nature, l'une reconnaissant, l'autre minimisant l'effet de prélèvement de la communauté humaine sur les ressources naturelles. Or les pratiques de braconnage sont encore aujourd'hui légion, sur les îles comme ailleurs dans le Var. Il est également utile ici de préciser que les insulaires ne constituent pas une communauté homogène, et que tous ne se présentent pas comme garants de la beauté et de la diversité biologique des lieux. De même, dépassons les lieux communs qui érigent de manière contradictoire les populations locales comme seules à même de préserver le milieu dont elles ont jusqu'ici tiré leur subsistance ou, au contraire, comme les premiers pilliers des ressources naturelles du site. Toutefois, malgré l'accent placé sur le manque de considération de la composante humaine dans la gestion du territoire par le Parc national de Port-Cros et malgré l'instrumentalisation des différentes idées écologiques évoquées ci-dessus, les insulaires se disent ouverts au dialogue sur le fond et la forme que prendront l'application de la loi Giran et la modification du décret de création du parc. C'est même là ce qu'ils revendiquent.

Du tacite à l'écrit, histoire d'un ordre négocié

La réalité locale suscite des mouvements de mécontentement parmi les insulaires. Ces derniers bénéficient cependant d'une série de tolérances tacites qui ne figurent pas noir sur blanc dans un document officiel. Cette mise par écrit se situe au cœur de leurs revendications, l'écriture passant pour assurer une reconnaissance justifiée d'un statut spécifique : celui d'insulaire d'une part, d'habitant de cœur de parc ou de riverain d'un espace protégé d'autre part. « Les habitants sont demandeurs de ces actes forts » (PRL, 23/04/08, M.). Toutefois, l'absence d'écriture se marque également en leur faveur. Pour l'année civile 2007, un seul procès-verbal a été dressé à un Porquerolais. On comptabilise bien plus d'infractions que ce chiffre ne l'indique mais les agents adoptent le principe d'« intelligence de la situation ». Ils font preuve de plasticité dans la transposition sur le terrain du rôle de police de l'environnement qui leur est attribué, en tentant de convaincre du bien-fondé des mesures plus qu'en appliquant la réglementation en vigueur de manière systématique. Ce sont en quelque

sorte ces actes manqués qui rendent la tolérance effective : « on ferme les yeux », disent-ils. De fait, afin de perpétuer les usages locaux, les insulaires sont, par exemple, tolérés par les agents du parc en dehors des sentiers officiels, suivant l'idée selon laquelle la tolérance zéro ne serait pas de rigueur pour un nombre restreint d'individus en dehors de la période estivale. Cette mesure qui reste tacite, faut-il le préciser, vise à replacer l'homme au cœur de son territoire. Cette souplesse dans l'application et le respect de la réglementation marque la tentative de prise en compte du statut d'autochtone par les autorités locales et dénote, par une navigation dans les marges de la légalité, d'une compréhension des enjeux locaux pour les résidents. Le mode de gouvernance des espaces naturels protégés est en train d'évoluer, le projet de territoire devant s'établir selon les critères propres au développement durable, impliquant l'intégration des composantes sociale, économique et écologique.

Pour le moment, le principe même de la tolérance ne figure dans aucun document puisqu'il n'est pas inscrit comme tel dans l'acte de création du Parc national de Port-Cros, comme c'est le cas de l'ayant droit. Il n'y a donc pas de reconnaissance légale à la tolérance hivernale instaurée. Mais comme le rappelle un habitant de Porquerolles : « Ici ce n'est pas le vrai monde. La vision est déformée et la permissivité est forte » (PRL, 23/04/08, R.). La révision du décret de création permettra sans doute de régulariser une pratique établie en indiquant les contextes dans lesquels un assouplissement de la règle ou une tolérance est envisageable. Jusqu'à présent, les insulaires ont tenté de repositionner la norme. Aujourd'hui, ils la négocient. Demain, le décret annoncera la manière dont la vie locale pourra se décliner à la suite de son repositionnement. Qu'il s'agisse de Natura 2000 ou de la loi Giran, leurs démarches ont intégré le constat qu'une imposition de règles entraîne systématiquement un non-respect de la réglementation. Natura 2000 est un processus dynamique évolutif qui devrait rendre possible une révision des interdictions dans le cadre d'un processus de concertation continue. De nouvelles mesures, une souplesse « à la carte » et en fonction de l'évolution du milieu... Tout est théoriquement envisageable. Cependant, de nombreuses « aberrations » (sic) dans les décisions du parc incitent les insulaires à se méfier des discours tenus par les membres de l'établissement et à remettre en cause le caractère scientifique, et sous-entendu objectif, des décisions de planification, de gestion et d'aménagement du territoire en raison du caractère labile des motifs et des principes les organisant. Pour eux, le principe de la concertation n'est pas acquis. Ils continuent de se sentir extérieurs à la marche du parc. Dans ce contexte, l'instrumentalisation des notions d'« ayant droit » et d'« espèce endémique » cache, selon moi, d'autres enjeux parmi lesquels celui de pouvoir se revendiquer d'une certaine légitimité, d'un pouvoir de prise de décision ainsi que d'une valeur en tant que partenaire de négociation. La réappropriation de ces notions par les habitants marque leur volonté de ne pas être les observateurs passifs de ce qui se trame sur leur île, comme ce fut, selon toute vraisemblance, le cas à Port-Cros lors de la création du parc national en 1963.

NOTES

Toutes les photos sont de l'auteur, sauf mention contraire. Photo d'ouverture: F. Joulian, Parc national de Port-Cros, 2008.

1. Cette thèse réalisée sous la direction du Professeur Pierre Petit (LAMC – Université Libre de Bruxelles) s'intitule « “Vivre” la protection de l'environnement entre préservation, tourisme et identités locales à Port-Cros et Porquerolles ». Je tiens à remercier les habitants de ces deux îles ainsi que le Parc national de Port-Cros et ses agents pour leur accueil et leur disponibilité dans le cadre de cette recherche.
2. Ecartée au profit de celles de « résidents permanents dans le cœur du parc, des personnes physiques ou morales exerçant une activité agricole, pastorale ou forestière de façon permanente ou saisonnière dans le cœur et des personnes physiques exerçant une activité professionnelle », à savoir de catégories précises, objectives et non discutables, pour lesquelles cependant des « dispositions plus favorables » sont prévues « afin de leur assurer, dans la mesure compatible avec les objectifs de protection du cœur du parc national, des conditions normales d'existence et de jouissance de leurs droits » (art. L. 331-4-2 de la loi n° 2006-436).
3. Par exemple, des escargots, des champignons, des plantes médicinales, des fruits sauvages, des choux palmistes et d'autres produits sauvages dont la liste est arrêtée par l'établissement public.
4. Art. 2 de la Loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes ; Circulaire n° DGA/SDAJ/BDEDP n°1 du 6 septembre 2005.

RÉFÉRENCES

- Appadurai, Arjun, 2001, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Payot.
- Barouch, Gilles, 1989, *La Décision en miettes. Systèmes de pensée et d'action à l'œuvre dans la gestion des milieux naturels*. Paris, L'Harmattan.
- Bierschenk, Thomas & Jean-Pierre Olivier de Sardan, 1994, « Les sciences sociales et l'expertise en développement. ECRIS: Enquête Collective rapide d'Identification des conflits et des groupes stratégiques », *Le bulletin de l'APAD*, 7.
- Boudouresque, Charles François, *et al.*, 2004, « Is there a negative interaction between biodiversity conservation and artisanal fishing in a Marine Protected Area, the Port-Cros National Park (France, Mediterranean Sea)? », *Scientific Report Port-Cros National Park* 20 : 147-160.
- Busson, François, 2003, « La fin des îles : de l'inadaptation du modèle de protection insulaire au contexte de mondialisation », in J.-M. Lebigre et P.-M. Decoudras (eds), *Les Aires protégées insulaires et littorales tropicales*. Bordeaux, Bordeaux3-CRET : 43-50.
- Chlous-Ducharme, Frédérique, 2003, « Le patrimoine naturel : un support identitaire pour de nouveaux territoires », in L. K. Morisset, P. Dieudonné et J.-F. Simon (eds), *Réinventer pays et paysages. Bretagne-Québec*. Brest, Université de Brest : 265-277.
- Giran, Jean-Pierre, 2003, *Les Parcs nationaux, une référence pour la France, une chance pour ses territoires*. Rapport au Premier Ministre.
- Giran, Jean-Pierre, 2005, *Rapport fait au nom de la Commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire sur le projet de loi (n° 2347) relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins*. Assemblée Nationale, n° 2687.
- Levesque, Carole, 1996. « La nature culturelle. Trajectoire de l'anthropologie écologique contemporaine », *Anthropologie et Sociétés* 20 (3) : 5-10.
- Macouin, Dominique et Pierre, Isabelle, 2003. *Le Tourisme de nature*. Paris, Afit.
- Mermet, Laurent, 2002, « Homme ou vie sauvage? Société locale ou bureaucratie centrale? Faux dilemmes et vrais rapports de force », *Annales des Mines* 28 : 13-20.
- Parc national de Port-Cros, 2008, Document d'objectifs Natura 2000. La côte d'Hyères et son archipel (FR9301613). Les îles d'Hyères (FR9310020). Île de Porquerolles. Hyères, Parc national de Port-Cros.
- Remy, Elisabeth, 1995. « Apprivoiser la technique. Un débat public autour d'une ligne à haute tension », *Politix* 31 : 136-144.
- Sanguin, André-Louis, 1997, *Vivre dans une île. Une géopolitique des insularités*. Paris, L'Harmattan.
- Selmi, Adel, 2006, *Administrer la nature. Le Parc national de la Vanoise*. Paris, Maison des sciences de l'homme-Quae.
- Selmi, Adel & Vincent Hirtzel, 2007, « Gouverner la nature », *Cahiers d'anthropologie sociale* 3.
- Schulte-Tenckhoff, Isabelle & Stephen Horner, 1995, « La Bon Sauvage, nouvelle donne », in Fabrizio Sabelli (ed.), *Écologie contre nature. Développement et politique d'ingérence*. Paris, PUF : 21-39.
- Siniscalchi, Valeria, 2007, « Le Parc national des Écrins et la construction de la localité. Usages et représentations du territoire et de la nature dans un espace "protégé" », *Cahiers d'anthropologie sociale* 3 : 31-46.
- Theodossopoulos, Dimitrios, 2000, « The Land People Work and the Land the Ecologists want : Indigenous Land Valorisation in a Greek Island Community Threatened by Conservation Law », in Allen Abramson et Dimitrios Theodossopoulos (eds.), *Land, Law and Environment. Mythical Land, Legal Boundaries*. London, Pluto Press : 59-77.
- Theodossopoulos, Dimitrios, 2003, *Troubles with Turtles. Cultural Understandings of the Environment on a Greek Island*. Oxford, Berghahn Books.
- Theodossopoulos, Dimitrios, 2004, « "Working in nature", "Caring for nature": Diverse Views of the Environment in the Context of an Environmental Dispute », in James G. Carrier (ed.), *Confronting Environments. Local Understanding in a Globalizing World*. Walnut Creek, Altamira Press : 49-70.
- Urry, John, 2005, *Sociologies des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie?* Paris, Armand Colin.

RÉSUMÉ

Endémismes... Le Parc national de Port-Cros et l'île de Porquerolles forment un ensemble «protégé» dont la protection est justement l'objet de controverses. Cet article a pour objectif de montrer la manière dont deux arguments distincts se sont construits localement sur les îles d'Hyères en s'articulant autour d'une idée centrale, celle d'un «endémisme» de deux ordres, culturel et naturel, objet de négociation entre le parc et les habitants, et ce, sur fond d'insularité et de préservation.

Les résidents permanents sont au nombre de trente-cinq sur Port-Cros et trois cents à Porquerolles. Nous présentons d'abord les tensions qui émergent entre les tenants d'une logique d'usage et ceux d'une logique de résidence, tensions qui sont générées par les discussions relatives au nébuleux concept de l'« ayant droit ». La difficile résolution de cette question de l'ayant droit a amené les habitants de Port-Cros et de Porquerolles à travailler sur un second front, celui de la reconnaissance de l'insulaire au titre « d'espèce endémique » comme les autres, démarche qui nous conduira, dans un second temps, à explorer les prémices d'une réflexion menée par les habitants sur la pertinence d'intégrer l'homme dans ce périmètre de nature. Port-Crosiens et Porquerollais aspireraient à être classés au titre d'« espèce Natura 2000 » en raison de leur qualité d'« espèce insulaire menacée » (sic). Au-delà d'une part d'ironie et de l'aspect quelque peu provocateur de cette proposition se cache un réel souci de reconnaissance. Cette démarche, dans laquelle ils s'inscrivent résolument, ne relève pas d'une tentative de folklorisation de l'insulaire, mais puise plutôt dans un registre patrimonial. L'usage de ces deux types de catégorisation permet de mettre en lumière la manière dont peuvent être réinterprétés localement les textes législatifs et les statuts de protection en vigueur.

ABSTRACT

Endemisms... The island Park of Port-Cros and the neighbouring island of Porquerolles, off the town of Hyeres on the southern coast of France, are both «protected» areas, but this protection is an object of controversy. This paper aims to show the way two distinct arguments were locally built on the islands and articulated to a central idea: the one of a double endemism, both cultural and natural, actively negotiated between the Park and the inhabitants, on a background of insularity and conservation.

There are 35 permanent residents on Port-Cros and 300 on Porquerolles. We first present the tensions generated by discussions about the nebulous concept of « legal claimant » (ayant-droit) which arose between the upholders of rights of usage and those of rights of residence. The difficulties met in resolving this conflict led the inhabitants of Port-Cros and Porquerolles to invest a second front, the recognition of islanders as an « endemic species », thus raising the question of the relevance of integrating man into the perimeter of Nature. The inhabitants of Port-Cros and Porquerolles say they aspire to be classified as « Natura 2000 species » (referring to the Europe-wide network of natural heritage preservation sites) since they are a « threatened insular species » (sic). A real concern for recognition appears beyond the somewhat ironical and provocative dimension of their proposal. Their approach is not to attempt to «folklorize» the islanders but rather draws on the heritage register. The use of these two types of categorizations highlights the way in which the implementing of legislation and of a protected status can be locally reinterpreted.

MOTS CLÉS

Île, parc national, controverse, ayant droit, endémisme, Hyères, Port-Cros, Porquerolles.

KEYWORDS

Island, National Park, controversies, legal claimant, endemism, Hyères, Port-Cros, Porquerolles.